

**ZONE TERRITORIALE EMPLOI FORMATION
GRAND LYON CENTRE & NORD**

**COMITE TECHNIQUE OPERATIONNEL
24 OCTOBRE 2013**

PARTICIPANTS

Président

Yann Crombecque

Conseiller Régional, élu pilote du CTEF Glycén

Etat

Frédérique Fouchère

Animatrice territoriale Lyon, UT 69 DIRECCTE

Lina Cutaia

Animatrice territoriale Lyon, UT 69 DIRECCTE

Région / CTEF

Gilles Malandrin

Animateur CTEF Grand Lyon Centre et Nord

Cécile Calamand

Chargée de mission CTEF Grand Lyon Centre et Nord

Nicole Thomas

Chargée de mission, Région Rhône-Alpes

Collectivité

Evelyne Gloppe

Conseiller Insertion, Conseil Général

Acteurs socio-économiques

Laurent Floquet

Délégué départemental AGEFOS PME

Youssef Mayou

Conseiller en formation AGEFOS PME

Vincent Beley

Directeur Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon

Education Nationale

Francis Collier

Conseiller formation, Rectorat de Lyon

Pôle Emploi

Cédric Guillois

Chargé de mission Pôle-Emploi

Mission locale

Christine Vaisse

Directrice Mission locale de Lyon

Marie-Hélène Brun

Directrice adjointe Mission locale Plateau Nord Val de Saône

Cap Emploi

Elisabeth Lopez

Responsable Formation Cap Emploi

Cédric Poirier

Stagiaire Cap Emploi

CIDFF

Catherine Heranney

Directrice CIDFF Rhône

ORDRE DU JOUR :

- Données emploi sur la ZTEF
 - Point sur les Emplois d'Avenir
 - Présentation du dispositif expérimental des emplois francs
 - Retour sur les contrats de génération
- Analyses des remontées des acteurs
 - Constats et analyses pour les entreprises
 - Constats et analyser au sujet des publics
 - Actions à mener
- Retour sur les réalisations du plan d'actions 2013
 - Enjeu 1 : anticiper les besoins et compétences du territoire et accompagner les mutations des entreprises et des salariés
 - Enjeu 2 : développer l'accès à la formation et l'alternance pour les publics prioritaires
 - Enjeu 3 : Soutenir des actions Emploi à destination des publics cibles
 - Enjeu 4 : Développer l'orientation tout au long de la vie
- Orientations pour 2014

DONNES EMPLOI SUR LA ZTEF

- Les chiffres

On ne remarque pas de grosses évolutions par rapport aux chiffres du mois de juin. Les différences territoriales entre Caluire, Neuville et Lyon sont toujours visibles. Les nouveaux chiffres de l'emploi des séniors ne sont pas bons.

- Les Emplois d'Avenir

Sur Glycen, on observe toujours une montée en charge progressive, il y a eu 268 emplois d'avenir signés, 60% sont des femmes, 74% sont de niveau V, Vbis et VI, 9% habitent en ZUS. Ces chiffres montrent que la cible des Emplois d'Avenir est bien respectée même si le Rhône est toujours en retard par rapport à la moyenne nationale. Les secteurs qui embauchent les emplois d'avenir sont majoritairement le secteur associatif, l'animation, le service à la personne et l'hôtellerie/restauration. En revanche, dans le secteur marchand, c'est toujours un peu difficile.

D'une manière générale, l'ouverture des métiers éligibles a bien fonctionné. Par contre, il y a encore peu de lisibilité pour l'activation des plans de formation. Il faudra attendre 2014 pour connaître les véritables demandes, d'après Laurent Floquet, d'AGEFOS PME. Par ailleurs, l'OPCA rappelle que certains emplois d'avenir sont inscrits dans le cadre d'une POE sport.

Sur Glycen et l'Est Lyonnais, d'après les 1ères remontées de besoin, un APCT (Action Projet Collectif Territorial) a été mis en place dans les secteurs du service à la personne et du tertiaire. L'action démarrera en décembre.

Dans un prochain CTO, il pourra être fait un zoom sur les projets de formation visés par les jeunes et inscrits à la signature du contrat.

- Mise en place des emplois francs

Il s'agit d'un nouveau dispositif **expérimental**, qui vise un public jeune de 16 à moins de 30 ans, habitant en ZUS depuis plus de 6 mois et au chômage depuis 18 mois ou plus. Ce dispositif vise les entreprises du secteur marchand pour un emploi en CDI et en temps complet, tout niveau de

diplôme. Les entreprises ne doivent pas nécessairement être localisées elles-mêmes dans les quartiers ZUS. Le dispositif propose 5 000€ à la signature d'un emploi franc pour l'entreprise, mais il n'y a pas d'exonération de charges.

Ce dispositif cible plutôt les jeunes bac+3 pour faire un maillage avec les Emplois d'Avenir. Il y a un travail de repérage de ces jeunes à faire. C'est le préfet à l'égalité des chances qui est en charge de ce dispositif et Frédérique Fouchère en est la référente. Pour l'instant, la mesure est confidentielle parce qu'il y a un travail en cours sur 4 ZSP spécifiques dans le Rhône.

- Point sur les contrats de génération

Il y en a eu une centaine de contrats signés dans le Rhône. La montée en charge se fait tout doucement. Vincent Beley, Directeur de la Maison de l'Emploi, qui est appui conseil pour le déploiement des contrats de génération souhaiterait la mise en place d'une réunion de coordination avec les OPCA pour mieux mailler le territoire et ainsi ne pas démarcher les mêmes entreprises.

ANALYSES DE LA REMONTEE DES ACTEURS

Cécile Calamand présente la synthèse des remontées de besoin. Les membres des instances de travail ont été interrogés par mail sur :

- les principales évolutions constatées sur l'année écoulée
- les priorités ou actions qui sembleraient opportunes d'inscrire dans le plan d'actions 2014
- les points importants à inscrire dans les ordres du jour des instances

Douze réponses ont été faites (voir pièces jointes), et sont analysées ci-dessous.

- Constats et analyses pour les entreprises

- o Les contrats de professionnalisation

D'après les fiches de remontée de besoins transmises aux acteurs du territoire, il ressort que certains partenaires (OPCALIA et Mission Locale) notent une baisse des contrats de professionnalisation. Ce constat n'est pas partagé par AEGFOS PME, qui rappelle que 2012 avait été une année particulièrement haute, et que 2013 est une année de retour à la normale. La Mission locale de Lyon rappelle que, pour sa part, elle a plus de facilité à faire signer aux jeunes des contrats de professionnalisation que de l'apprentissage. **Pour autant, avec l'émergence des Emplois d'Avenir, il semble indispensable de rester vigilant ou de mener une enquête approfondie pour vérifier que les deux types de contrats ne se fassent pas concurrence.**

- o Les métiers en tension

Au sujet des métiers en tension qui sont apparus dans les remontées de besoin, les secteurs du BTP, de l'hôtellerie/restauration et métallurgie peinent toujours à recruter. Catherine Heranney, Directrice du CIDFF, expose la difficulté de mobiliser les entreprises sur la thématique de la mixité, notamment dans le BTP. Il serait sans doute pertinent de monter des expérimentations pour 2014 sur ces métiers avec un groupe de travail réunissant MEDEF, AGEFOS et CIDFF.

Par ailleurs, sur ces métiers à faible qualification, il est particulièrement dommageable que le Pass VAE ait été supprimé.

Vincent Beley rappelle que la plateforme de sécurisation des parcours peut aussi être un bon relai pour pallier le manque d'effectif de certaines branches. Par ailleurs, si les partenaires souhaitent des chiffres sur les dispositifs portés par la MDEF, il n'y a aucun problème pour les transmettre.

Yann Crombecque rappelle également que les partenaires sociaux sont aussi dans les instances du CTEF pour relayer les dispositifs disponibles. Ils ont un rôle primordial à jouer pour le développement de ces dispositifs.

- Constats et analyses pour les publics

- o La démotivation des publics

L'ensemble des acteurs de terrain constatent que les publics sont démotivés, qu'ils sont plus difficiles à mobiliser. D'après Catherine Heranney, les entreprises n'aident pas à remobiliser les publics les plus éloignés car elles ne sont que très rarement correctes, ne répondent pas aux candidats. Il faut aussi que les entreprises arrêtent de demander l'impossible aux candidats.

Yann Crombecque propose d'organiser une conférence locale pour mettre en présence des entreprises et des témoignages de candidats « malheureux » pour élaborer une sorte de charte de bonnes pratiques. Pour les entreprises qui bénéficient des dispositifs comme les CARED ou les dating, il serait intéressant de les obliger à faire au retour au candidat pour que celui-ci sache pourquoi il n'a pas été sélectionné.

- o La prescription des publics pour les réseaux non-prescripteurs

Le PLIE de Lyon et le Conseil général souhaite avoir accès à la prescription pour les formations. Cela permettrait une insertion sans doute plus rapide de certains publics. Les deux réseaux notent toutefois une amélioration avec la diffusion du catalogue des formations mais ce n'est pas suffisant. Il est inconcevable d'avoir des formations vides sur des métiers en tension et des publics qui n'ont pas l'accès à ces informations. Pour d'autres formations, type FLE, les publics PLIE et conseil général n'y ont quasiment pas accès depuis la mise en place de l'ELP. Il est nécessaire d'approfondir la question et de faire des propositions concrètes lors du prochain CTO.

Par ailleurs, le PLIE de Lyon souhaiterait que ses publics aient accès à des dispositifs de type SEP, mini-stages ou bilans. L'EMT n'est pas un outil adéquat pour un public totalement déconnecté de l'emploi.

Concernant les enjeux de la formation, Yann Crombecque souhaite avoir une liste des remontées complètes et une estimation du nombre de personnes que ces problèmes impactent.

RETOUR SUR LES REALISATIONS DU PLAN D'ACTION 2013

- Enjeu 1 : Anticiper sur les besoins et compétences du territoire et accompagner les mutations des entreprises

- o Guide GPEC

Le Guide GPEC a été réactualisé. Pour 2015, il y a le souhait de modifier l'outil pour en faire un à destination des entreprises.

- o La plateforme de sécurisation des parcours

La plateforme de sécurisation des parcours commence à se développer. A ce jour, il y a eu 29 informations collectives, auxquelles ont participé 126 salariés et 36 sont accompagnés. Les objectifs de 2013 sont reportés à 2014 (à savoir 122 personnes accompagnées). Vincent Beley constate un très bon partenariat avec les opérateurs, le frein au déploiement de ce dispositif demeure dans le fait que c'est l'entreprise qui prescrit le salarié.

- o Action Agefos rive gauche

L'Etat souhaite une suite à cette action.

- o Action dialogue social « Part-Dieu »

La Région ne souhaite pas continuer cette action en l'état actuel sous cette forme.

- Action 69

L'action se termine fin novembre, il est indispensable de mettre en place un comité de pilotage pour le bilan.

- Enjeu 2 : Développer l'accès la formation et l'alternance pour les publics prioritaires
 - Rendre lisible l'offre de formation et favoriser les complémentarités

La commission formation à mener différents travaux, avec l'élaboration d'un catalogue de formation issu de Prosper, la construction d'un kit pour mieux comprendre les dispositifs de formation, refonte du site internet, etc...

- Développer une animation territoriale de l'accès à l'alternance

Les CFA ont été réunis, afin de dresser un état des lieux pour l'apprentissage. Christine Vaisse, pour la Mission Locale de Lyon, confirme qu'il faut continuer le travail dans ce sens car pour l'instant les chiffres sur l'alternance ne sont pas satisfaisants au vue des objectifs.

- Développer des actions d'accès à la VAE

Un gros travail vient d'être amorcé sur la VAE pour trouver des solutions aux personnes qui ont validé le livret 1 et qui abandonne en cours de route. Ce travail est mené conjointement avec le CIBC.

- Enjeu 3 : Soutenir des actions Emploi à destination des publics cibles

- Impulser des actions spécifiques au regard de l'évolution de la demande d'emploi et des métiers en tension retenus prioritaires

Le travail de repérage a été mené et le choix des 5 métiers en tension effectué. Le 1^{er} champ d'expérimentation sera l'hôtellerie restauration, une première réunion avec les partenaires sociaux du secteur a été organisée dans le but de proposer le plan d'action au prochain comité stratégique.

- Assurer une veille sur l'évolution de la demande d'emploi des publics fragilisés, des nouveaux dispositifs mis en place, des métiers en tension

Un travail sur les jeunes diplômés est actuellement en cours. La définition d'un jeune diplômé est d'avoir un bac+2.

Le travail sur les seniors continue avec la prochaine dating qui aura lieu en décembre. L'action du CIDFF sur le Val de Saône Actifs Séniors a été un succès (91 présents à l'information collective pour 15 places) et Catherine Heranney rapporte l'effet « boule de neige » de cette action puisque les villes de Rillieux et Neuville souhaitent une action similaire sur leur territoire.

- Dynamiser les parcours et améliorer la synergie entre les dispositifs

L'articulation entre les jeunes suivis par la Mission Locale qui ont plus de 26 ans et le Plie se fait naturellement. 350 à 400 jeunes sont ainsi concernés et ne devraient pas perdre la dynamique de l'accompagnement. En revanche, Evelyne Gloppe du Conseil Général remarque que le conseil général n'est pas assez impliqué dans cette dynamique. Il faut donc proposer une nouvelle réunion avec le PLIE, La Mission Locale de Lyon et le Conseil Général.

- Enjeu 4 : Développer l'orientation tout au long de la vie

- Développer les actions de lisibilité en direction des partenaires et des publics

Yann Crombecque rappelle que la conférence de presse sur le SPO/SPRF aura lieu le 8 novembre prochain au CRIJ.

- Développer les actions de lutte contre le décrochage, favoriser le rattachage à la formation

Le plan de rattachage est une expérimentation qui doit se terminer en août 2014. Yann Crombecque explique que selon les résultats et les bilans, l'expérimentation deviendra pérenne ou s'arrêtera. La décision devrait être prise très prochainement.

ORIENTATION POUR 2014

- Réunir les OPCA autour d'une séance de bilan sur les contrats de professionnalisation. En effet, autant sur l'apprentissage nous avons des données et un pilotage, autant sur le contrat de professionnalisation il paraît opportun d'avoir une approche partenariale locale, en lien avec les OPCA.
- Proposer une associations des partenaires sociaux du BTP aux actions d'égalité professionnelle portées par le CIDFF sur le territoire
- Engager les entreprises à toujours apporter une réponse aux candidatures liées aux actions soutenues par le CTEF Glycen (CARED, dating, etc.)
- Améliorer la lisibilité des actions des commissions et des groupes de travail
- Concentrer des efforts sur le secteur de la restauration
- Avoir dans les instances un échange sur la formation : entrée en formation linguistique (ELP), formation emplois d'avenir
- Mener un travail de coordination auprès des acteurs travaillant avec les jeunes diplômés

Prochain Comité Technique Opérationnel : (date à définir)